

Si tu parles tu meurs, si tu parles pas tu meurs, alors parles et meurs " Tahar Djaout"

ACTUALITE

*François Ndenguet incapable
d'assurer la sécurité du
Fespam:
le gouvernement recourt à une
société française*

Page 2

POINT DE VUE

**LES SASSOU CONTRE LES
NGUESSO ! ET PEUT-ÊTRE UN
3ème LARRON**
Par Rigobert Ossebi

Page 4

MAFIA-LAND AU CONGO

**ENCORE UNE MESURE DE
BOUCOUTAGE AU PORT DE
POINTE-NOIRE QUI
RAPPORTERA 50 MILLIARDS
FCFA AUX NGUESSO**

Page 7



Son Excellence Jean Pierre Raffarin, exigeons à Sassou Nguesso la libération de Joseph Mapackou.

Par Mingwa mia Biango

Page 5



Corruption à grande échelle à Télé-Congo: où est passé Bienvenu OKIEMY le Ministre de tutelle ?

Par Olivier Mouebarara

Page 6

L'édito de Mingwa mia Biango

Nous remercions d'emblée les internautes qui ont plébiscité la 1ere version PDF de congo-liberty.com. Cet indicateur montre à quel point les Congolais aspirent, non seulement à la transparence de l'information, mais surtout à la liberté d'expression et à la démocratie.

Mais le changement démocratique auquel nous aspirons ne tombera pas du ciel, à chaque congolais donc, où qu'il se trouve doit y contribuer, afin que nous tissions tous ensemble la toile démocratique dans laquelle tombera la dictature de Brazzaville, comme l'insecte dans celle de l'araignée.

Débarrasser de la dictature de Sassou Nguesso et ses sbires, avec des acteurs politiques de toutes les générations, nous

recouvrerons enfin notre dignité, et postulerons au développement tous azimuts et à l'unité nationale.

Dans nôtre Congo de demain, nous bannirons l'arbitraire dont sont victimes les congolais à l'instar de Joseph Mapakou. Les partenaires étrangers seront les bienvenus, et ne viendront plus pour profiter d'une " tirelire ambulante" comme c'est le cas, avec Sassou Nguesso, illégitimement au sommet de l'Etat, mais parce qu'ils y trouveront un environnement attractif pour leurs investissements, ainsi que des femmes et des hommes responsables, dans un rapport Gagnant-gagnant.

François Ndenguet incapable d'assurer la sécurité du Fespam: le gouvernement recourt à une société française

Toujours prompte aux violations des droits des citoyens congolais, au viol et vol , à la traque des opposants politiques, et aux meurtres, la police du général Ndenguet a été disqualifiée pour sécuriser le festival de musique « Fespam », qui s'est ouvert le 13 juillet 2013 à Brazzaville. C'est la société française de sécurité Athena Protection qui a rafflé la mise.

La police congolaise dont les unités opérationnelles sont constituées d'anciens miliciens cobras, se caractérisant par une indiscipline caractérisée, ayant causé à la précédente édition de ce festival, une bousculade qui avait entraîné une dizaine de morts.

« Nous avons fait recours à l'expertise extérieure pour prêter main forte à la police et la gendarmerie nationales », a confié le ministre congolais de la Culture et des Arts, Jean-Claude Gakosso.

La police à la sauce Ndenguet serait-elle incompétente à ce point, pour confier au privé la sécurité du Fespam ? Dans quelles conditions a été souscrit ce contrat entre l'Etat de Sassou et Athena Protections, et combien coûtera ce caprice au Trésor Public congolais ? Cela s'apparente à une nouvelle magouille pour saigner nos finances publiques.

Alors Ngakosso Jean Claude, veuillez dire aux congolais, combien votre gouvernement illégitime dépense pour sécuriser les déhanchements serviles des congolais, pendant que ces deniers publics auraient pu servir à doter quelques salles de classe de nos nombreuses écoles qui manquent de table-banc !

Par la redaction de congo-liberty.com

Révoltez-vous et chasser Christophe Mounkouké et Tsaty Mabiala de l'UPADS... !

Par Mingwa mia Biango

Dans un régime démocratique, les partis politiques d'opposition proposent des programmes alternatifs à celui de la majorité qui gouverne, et concourent au suffrage universel du peuple souverain pour accéder au Pouvoir. Mais dans un régime dictatorial, comme celui du Congo-Brazzaville de Sassou Nguesso, l'objectif principal des forces politiques, mais aussi, des syndicats, de la société civile, des religieux et des citoyens, doit être la Restauration de la Démocratie sans concession, mieux, chasser l'organisation criminelle qui gouverne le pays.

Bien que nous ne croyons que le Salut du Peuple Congolais ne vienne des partis politiques actuels tous azimuts, car affidés au pouvoir, et loin des préoccupations fondamentales du Peuple, nous regardons néanmoins avec beaucoup d'intérêt la désintégration des principaux partis politiques que sont le MCDDI de feu Bernard Kolelas, et de l'UPADS du Président Pascal Lissouba.

« De la responsabilité morale et historique de l'UPADS vis-à-vis du retour de la dictature »

De la Conférence Nationale Souveraine de 1991, déboucha une transition démocratique, dont la mission principale fut de passer d'un régime dictatorial à un régime démocratique, par le biais d'élections libres et transparentes, que l'UPADS de Pascal Lissouba et ses alliés remportèrent.

Elu Président le 31 août 1992, Pascal Lissouba hérita d'un Etat faible et en ruine à tous ses strates, mais les forces armées et la police, restèrent globalement acquises à l'ancien président Sassou Nguesso.

Malgré sa légitimité démocratique, Pascal Lissouba, accéda à la Présidence d'un Etat failli, dans lequel les fonctionnaires civils et militaires obéirent aux responsables politiques dont ils se sentaient proches, et non à l'autorité de l'Etat.

La conséquence, Force ne fut pas à la loi, mais aux compromis politiques tous azimuts, la mauvaise foi de certains politiques aidant, ils ont en usé et abusé, au grand dam de la démocratie et de la paix.

Bien qu'aucun parti politique au Congo-B n'aurait pu faire face au complot international ourdit par le Président français Jacques Chirac, le puissant groupe pétrolier Elf Aquitaine « aujourd'hui TOTAL », auxquels il faut ajouter les armées angolaise et tchadienne..., qui scellèrent le sort de notre démocratie, propice à la transparence et à une meilleure redistribution des richesses à la population. Il n'en demeure pas moins que l'UPADS était le parti au pouvoir, et devait par principe d'assurer la protection des biens et des personnes.

A cet égard, bien que la défense de la démocratie incombait à tous, au delà des circonstances atténuantes sur la faiblesse de l'Etat, l'UPADS qui en eut la charge, avait une responsabilité morale et historique vis-à-vis des congolais.

« La dérobade du devoir patriotique et l'irresponsabilité des dirigeants de l'UPADS vis-à-vis des Congolais »

Comme dit dans les lignes qui précèdent, l'UPADS est en priorité, mais pas exclusivement moralement responsable du retour de la dictature dans notre pays, mais lorsqu'on constate que ceux qui furent aux commandes, sans décence aucune, alors qu'ils se la coulèrent douce en exil, pendant que Sassou Nguesso, l'armée angolaise, et ses mercenaires tchadiens, rwandais...massacraient les congolais, toutes leurs chamailladeries nous répugnent !

(Lire la suite à la Page 8)

LES SASSOU CONTRE LES NGUESSO ! ET PEUT-ÊTRE UN 3ème LARRON

Par Rigobert Ossebi

Les rumeurs enflent à Brazzaville. Certains fourbissent leurs armes. D'autres échafaudent des plans.

La cible de toutes les convoitises, c'est le trône de Denis sur lequel il avait juré de finir ses jours. Les conspirateurs avoués ou masqués sont ses propres enfants et ses propres neveux. Pour une fois, les armes ne seront pas dirigées contre la population mais contre eux-mêmes, à l'intérieur même de l'immense famille des Sassou et des N'Guesso. Voici ce qu'affirmait la rumeur populaire, il y a quelques jours :

Certaines sources affirment que dans sa stratégie de conserver le pouvoir au sein du clan, le colonel Edgar N'Guesso, neveu de Denis Sassou N'Guesso, en accord avec le général de division Guy Blanchard Okoï, le nouveau chef d'Etat major général des Forces armées congolaises (FAC) veut simuler une mutinerie des militaires qui réclament leur dû. Mais en réalité, cette « mutinerie » serait l'oeuvre de militaires qui sont leurs proches au sein de l'armée, et la conséquence de ce simulacre serait que le général de division Guy Blanchard Okoï en sa qualité de chef d'Etat major général des Forces armées congolaises (FAC) demande à Denis Sassou N'Guesso de se retirer du pouvoir pour préserver la paix. Résultat : les faux mutins rangent immédiatement les armes et une période transitoire s'ouvre alors au profit du colonel Edgar N'Guesso.

De leur côté, les enfants Sassou Mapapa ne sont pas en reste.

Après une escale à Lomé chez le frère d'Adebayor, Claudia Sassou N'Guesso a fait appeler deux « personnes » en vue des réseaux sociaux congolais pour une réunion le mardi 9 juillet à Londres où elle se trouvait avec son frère Denis Christel. En fait, un Conseiller les avait reçues. L'objectif était de les rallier à l'idée d'un colloque « sur mesures » en lieu et place des Etats Généraux ou du dialogue national que tout le monde espère. Néanmoins cette rapide étape devrait aboutir à une « Transition à la sauce Sassou » et à un gouvernement « de jeunes » dans lequel seraient intégrés des éléments les plus contestataires de la Diaspora et de ses réseaux sociaux. Le plus remarquable est que l'émissaire de Claudia a jugé nécessaire de rassurer ses

interlocuteurs que l'actuel président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, en serait alors réduit à jouer le même rôle que celui qui lui avait été imparti lors de la première Transition, en 1991 et 1992. Cela s'appelle, en psychanalyse, « tuer le père ! » En politique aussi... !

L'une comme l'autre de ces solutions « envisagées » auraient de remarquable que le Gouvernement, qui serait constitué, exclurait définitivement la vieille garde présente aux côtés de Sassou N'Guesso depuis ses débuts. Exit les Djombo, les Adada, les Munari etc... !

Autre point en commun : Guy Blanchard Okoï jouerait un rôle essentiel dans le dispositif conçu par Edgard N'Guesso et ses camarades de la première heure de l'Ecole des Cadets, mais également dans celui de Claudia et Denis Christel. Claudia s'est toujours voulue très proche du Chef d'Etat Major Général, Guy Blanchard Okoï et elle ne manque pas de se vanter de le contrôler... !

Un des plans l'emportera forcément sur l'autre, on ne saurait imaginer que dans la première hypothèse, si Edgard réussissait son coup, que Kiki conservera « son pétrole » auquel il est tant accro ! Et dans le cas contraire qu'Edgard soit maintenu à la Direction du Domaine Présidentiel. Il est fort à craindre, alors, que la manière forte sera utilisée dans un cas comme dans l'autre... !

Ces jeunes ambitieux, irresponsables à l'appétit vorace et insatiable, dépendront de toutes manières du Chef d'Etat Major Général des forces armées. Cela n'a pas dû échapper au Général Okoï que le choix maintenant s'offrait à lui, soit d'être le complice d'un petit groupe mafieux, soit de s'en affranchir en faisant honneur à son uniforme et en ouvrant sa patrie à une solution pacifique et démocratique : un débat républicain et une Transition dirigée par un Gouvernement d'Union Nationale !

Il ne fait pas de doute qu'un militaire de ce rang et de cette condition saura entrer dans l'histoire de son pays par la grande porte. Il aura droit à la reconnaissance de la nation toute entière ! L'opportunité est là, il saura la saisir !

Son Excellence Jean Pierre Raffarin, exigeons à Sassou Nguesso la libération de Joseph Mapackou. Par Mingwa mia Biango

Le 21 juillet 2013

Objet : Information pour action auprès de Sassou Nguesso pour la libération de Joseph Mapakou

Monsieur le Premier Ministre,

Tout au long de vos très hautes fonctions anciennes ainsi qu'au cours de celles, toujours éminemment importantes, que vous occupez maintenant, vous n'avez jamais cessé de marquer votre grand intérêt pour le Continent Africain. Votre prochain voyage à Brazzaville pourrait s'inscrire dans ce cadre, malheureusement, il n'en sera rien.

Beaucoup de Congolais et de Franco-Congolais, personnellement ou au travers d'Associations, s'inquiètent de l'utilisation qui en sera faite par un régime, celui de Monsieur Sassou NGuesso, plus que jamais contesté et dont la dérive dictatoriale, maintenant flagrante, est incompatible avec l'image qu'a de vous une grande majorité de Français.

Ben Ali, l'ex-président de la Tunisie, était infiniment plus fréquentable que Sassou NGuesso pourrait l'être aujourd'hui, sauf que la chape qui recouvre l'horreur et l'ampleur de ses méfaits n'a pas été encore soulevée par les médias internationaux. Cela ne saurait tarder et il ne faudrait pas que vous apparaissiez comme l'un de ses derniers soutiens.

Nous aimerions beaucoup, pour l'admiration et le respect que nous vous portons, que vous annuliez votre voyage. A défaut, Monsieur le Premier Ministre, nous vous suggérerions de donner à votre court séjour dans la capitale congolaise une justification humanitaire : depuis le samedi 13 juillet 2013, et pour la 2e fois, le Président de l'Observatoire anti-corruption, Monsieur Joseph Mapakou, est en état d'arrestation par la police mafieuse de Sassou NGuesso. Cette institution, qui avait été imposée à ce dernier par la Banque Mondiale, le dérange énormément. Monsieur Mapakou qui a plus de 70 ans, membre du conseil oeucuménique, est une autorité morale respectée au Congo, qui n'aurait jamais pu se prêter à des actes délictueux. Son jugement en comparution immédiate est prévue la semaine prochaine !

La remise en liberté de Monsieur Joseph Mapakou devrait être imposée à Monsieur Sassou NGuesso et être une contrepartie à votre présence à Brazzaville. Les mêmes personnes et associations, qui se déchaînent sur les réseaux sociaux sur les motivations réelles de votre voyage, ne manquerons pas de vous en féliciter et de vous en remercier profondément.

En espérant que vous saurez tenir compte de nos légitimes inquiétudes,

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Mingwa mia Biango

Cercle de réflexion pour des idées nouvelles

Corruption à grande échelle à Télé-Congo: où est passé Bienvenu OKIEMY le Ministre de tutelle ? Par OLIVIER MOUEBARA

Où est passé Bienvenu OKIEMY, le tonitruant ministre de la communication, le donneur de leçons à la terre entière alors que la corruption se généralise à Télé-Congo ?

Se mettant souvent en scène quand il doit passer la brosse à reliure sur les chaussures en crocodile de son dictateur-président Sassou-Nguesso, Bienvenu OKIEMY laisse s'installer une pratique plus que condamnable au sein de la télévision congolaise.

Propulsé par son mentor Albert Bourgi, professeur de droit à l'université de Reims, son entregent auprès de Madeleine Boukama Bano fut déterminant pour parrainer Bienvenu OKIEMY dans l'émission dominicale de RFI « le débat africain ».

Devenu ministre, Bienvenu OKIEMY se croit depuis dans les stratosphères.

Ayant un égo grand comme une mongolfière, il a fait de sa voix de Stentor sa marque de fabrique; de ses formules à l'emporte-pièce son tablier d'insolence; de sa formation de droit son identité d'arrogance, de mépris et de condescendance.

Seulement, Bienvenu OKIEMY se casse les dents à l'épreuve des faits et du management. Dépendant de son ministère de tutelle, la télévision congolaise s'égare dans la poussière du quartier Nkombo et de la corruption à grande échelle.

Habitués à être arrosés par des « hommes politiques » au rabais, les journalistes de la télévision congolaise font de la corruption passive la condition sine-qua-non de faire participer tout citoyen lambda à un débat ou à une émission télévisée.

De retour en France, des chercheurs, des professeurs d'universités et des consultants à qui des journalistes ont imposé cette pratique inique n'en reviennent toujours pas. Le mal est profond, disent-ils tous en chœur. Le Congo est condamné.

Du vigile au cadreur, du cameraman au preneur de son, du « rédacteur en chef aux journalistes, la corruption s'est généralisée à tous les étages au sein de la télévision congolaise. En toute impunité. Plus grave, ces journalistes corrompus ne maîtrisent pas les débats qu'ils animent, et leurs fiches sont préparées et dictées par les participants qu'ils rackettent, et qui n'ont guère le choix.

Citant à tort et à travers des auteurs qu'il n'a jamais lus, Bienvenu OKIEMY laisse s'installer à Télé-Congo une pratique moralement condamnable.

Au service d'un dictateur vieillissant et finissant qui a fait de la corruption la norme au Congo, Bienvenu Okiemy se perd en conjectures en sacrifiant l'intérêt national au profit d'un putschiste récidiviste.

Ayant le verbe haut, ses fallacieuses ambitions de « réformer » la télévision congolaise ne sont que des vœux pieux. On ne s'improvise pas « réformateur » en servant un tyran corrompu. Toujours à l'affût d'une théorie mal maîtrisée, incapable de circonscrire la corruption qui couve au sein de la télévision congolaise, Bienvenu OKIEMY assène à tout-va des théories décousues pour édulcorer son incompétence.

Laxiste et couard, il encourage la corruption qui reste marquée au fer rouge à Télé-Congo.

Bienvenu OKIEMY est passé de sa supposée suffisance intellectuelle au fiasco de la gestion d'un service public audio-visuel. Encensé par son protecteur le potentat de Mpila, Bienvenu OKIEMY semble avoir pris de « l'assurance ». A tort. Evidemment. Il est passé de sa timidité naturelle à une arrogance surprenante, de son flegme à l'irrespect des aînés.

Bienvenu OKIEMY se brûle les ailes, oubliant que « la jeunesse est le temps d'étudier la sagesse, et la vieillesse est le temps de la pratiquer »... en théorie.

(Lire la suite à la Page 7)

(Suite de la Page 6)

Bienvenu OKIEMY se brûle les ailes, oubliant que « la jeunesse est le temps d'étudier la sagesse, et la vieillesse est le temps de la pratiquer »... en théorie.

Adeptes des théories sans lendemain, « un jour, Bienvenu OKIEMY ira vivre en théorie, car en théorie tout se passe bien ».

Comme son dictateur-président Sassou-Nguesso, Bienvenu OKIEMY brasse du vent.

Il est la plus mauvaise roue qui fait le plus de bruit.

Généralement, les gens qui savent peu parlent beaucoup, et les gens qui savent beaucoup parlent peu.

Bienvenu OKIEMY parle beaucoup, et dit beaucoup de sottises.

Par Olivier Mouébara

ENCORE UNE MESURE DE BOUCOUTAGE AU PORT DE POINTE-NOIRE QUI RAPPORTERA 50 MILLIARDS FCFA AUX NGUESSO

Comme des véritables sangsues, le clan des Nguesso non-content d'avoir déjà fait main basse sur toutes les richesses du Congo-Brazzaville, use d'ingéniosité grossière pour continuer à piller, et aggraver la grande pauvreté des congolais.

En effet, c'est avec stupeur que les importateurs congolais viennent d'apprendre l'instauration d'une nouvelle taxe illégale au port de Pointe-Noire.

Il a été institué une taxe de cinquante milles FCFA sous le prétexte fallacieux du "contrôle technique" de chaque conteneur débarqué dans ce port. Ce juteux marché est attribué à la société SAFRICAS dont le Directeur M Dieudonné Stéphane Awelle Odingou, n'est autre que le président de l'association Sassou pour tous, et tous pour Sassou, membre du PCT, et proche du clan des Nguesso.

Selon l'Agence Française de développement (AFD) qui participe à hauteur de 29 millions d'euros, dans le cadre du programme d'investissement prioritaire du port de Pointe-Noire, le trafic des conteneurs est en hausse et atteindra 1 million d'unité en 2014.

A raison de cinquante milles FCFA par conteneur, un simple calcul nous indique que cette nouvelle machine à cash des Nguesso, leur rapportera (50) cinquante milliards FCFA annuellement.

Comme on peut l'imaginer, cette mesure aura pour effet mécanique l'augmentation des prix des denrées alimentaires importées, dont notre pays est tributaire.

La flambée des prix ne s'est d'ailleurs pas fait attendre dans les différents marchés de Pointe-Noire, au grand dam du panier de la ménagère.

Lorsqu'on sait que plus de 70% de la population congolaise vit sous le seuil de la pauvreté, et ne mange qu'une fois par jour, cette mesure est irresponsable et diabolique, car ayant pour objectif, que de remplir les poches de la famille Nguesso.

Pendant ce temps, le 3 juillet 2013, le gouvernement de Brazzaville pour montrer que la lutte contre la vie chère est sa priorité, a sommé les tenanciers de débit de boissons de se conformer à la réglementation sur les prix de la bière.

La bière notamment la Primus et la Ngok est vendue à 700, 800 voire même 900 francs CFA, dans certains endroits à Brazzaville, alors que le prix fixé par le ministère du commerce est de 520 francs CFA. Le directeur général de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales, Philippe Tsondé, a accordé le 3 juillet une semaine aux tenanciers de débit de boissons pour se conformer à la réglementation au risque de s'exposer aux sanctions.

Comme quoi, la lutte contre la vie chère se limite au prix des boissons alcoolisées !

La Rédaction de www.congo-liberty.com

(Suite de la Page 3)

Révoltez-vous et chasser Christophe Mounkouéké et Tsaty Mabiala de l'UPADS...Par Mingwa mia Biango

Christophe Mounkouéké et Pascal Tsaty Mabiala furent des caciques du pouvoir de Pascal Lissouba, ayant occupé respectivement pour le 1er, le Secrétariat Général de l'UPADS sans discontinuer, et le second le Ministère de la guerre dans le gouvernement éphémère de Bernard Kolelas.

Le droit d'inventaire de l'UPADS aurait fait constater l'échec, mieux le fiasco cuisant et l'incompétence de ces deux personnalités politiques dans leurs missions respectives, et avec eux d'autres, que les militants, auraient disqualifié définitivement. D'autant plus qu'ils n'ont à ce jour, jamais pris conscience de leur devoir morale, et du désarroi de toute une population qui n'a que faire de leur bataille de chiffonniers !

« Mounkouenke, Kignoumbi kia Mboungou, Tsaty Mabiala... tous fossoyeurs de l'UPADS »

Comme pour distraire la galerie, les différents protagonistes se rejettent la balle, s'accusant mutuellement d'être à la solde de Sassou Nguesso, et c'est la vérité !

Sans subjectivisme aucun et sans être prolix, combien de fois Kignoumbi kia Mboungou accompagna Sassou Nguesso dans des scrutins présidentiels truqués d'avance pour crédibiliser ceux-ci ?

Combien de fois, après son retour d'exil, Christophe Mounkouéké fut reçu sans collaborateur et officiellement par Sassou Nguesso ? Interviewé à la sortie de ses entretiens de Mpila, les archives de la télévision congolaise témoigneront !

Quant à Tsaty Mabiala, Ministre de la guerre sous Lissouba, ne l'accablons pas, car peut être encore traumatisé par les bombardements de l'aviation angolaise en octobre 1997, qui l'emmena à abandonner la troupe militaire, sans état d'âme, comme le capitaine du Costa

Concordia qui pour sauver sa peau de son navire à la dérive, n'hésita pas à abandonner les passagers...

Son programme politique est résolument calqué sur l'agenda de Sassou Nguesso. Il concède l'aveu de son échec politique dans une interview pathétique diffusée le 14 juillet 2013, sur le site zenga-mambu.com, déclarant ce qui suit :

« Nous étions à la concertation d'Ewo et de Dolisie, parce que, même sans nous, elles se seraient tenues quand même...nous irons aux élections locales organisées par Sassou Nguesso, car nous sommes incapables de les boycotter activement...et de justifier cette démarche complice, par le fait de ne pas s'exclure du champ politique. ».

Ne sait-il pas qu'en politique, seule le rapport de force compte, et que fait-il pour l'inverser en faveur des démocrates ? Rien du tout !

« Erreur de casting à la tête de l'UPADS »

Le combat politique contre la dictature qui nous écrase est rude et difficile, et les échéances politiques à venir sont cruciales pour notre pays. Elles commandent que les leaders des partis politiques qui veulent le changement ne soient pas de simples administrateurs comme le sont, Mounkouéké et Tsaty Mabiala.

Point besoin d'invoquer les dieux Batékés ou ceux de nos frères pygmées de la Lékoumou, pour professer que ce profil ne correspond pas du tout à la situation, et que Tsaty Mabiala ne sera pas à la hauteur de la tâche !

Upadsiennes et Upadsiens, la bataille de chiffonniers entre Tsaty Mabiala et Christophe Mounkouéké n'est pas celle d'une ethnie contre une autre. Qu'on ne vous instrumentalise pas "ba vuna béno vé". Ces personnalités politiques ne représentent qu'elles-mêmes.

Révoltez-vous et chasser toute cette racaille de politiciens de l'UPADS, en cherchant une 3e voie, avec un leader non originaire de sa base sociologique des pays du Niari, afin qu'il redevienne un parti national, avec des parlementaires dans tous les départements du Congo, comme à l'époque du Professeur Pascal Lissouba...YA BA COLERE VE !